

Bulletin d'histoire politique

Histoires de propagande

Jean-François Gazaille



Volume 12, numéro 1, automne 2003

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060664ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060664ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gazaille, J.-F. (2003). Compte rendu de [Histoires de propagande]. *Bulletin d'histoire politique*, 12(1), 235–246. <https://doi.org/10.7202/1060664ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2003

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Histoires de propagande

MacKenzie, David, 2001, *La Peur du communisme au Canada — 1945-1957* (brochure no. 61), Ottawa, Société historique du Canada.

Rogalski, Michel et Tabet, Jean, sous la direction de 2002, *Des Brigades internationales aux sans-papiers — Crise et avenir de la solidarité internationale*, Paris, Le Temps des cerises.

Parenteau, Ian, 1999, *The Anti-Fascism of the Canadian Volunteers in the Spanish Civil War, 1936-1938*, (mémoire de maîtrise), Fredericton, Université du Nouveau-Brunswick.

JEAN-FRANÇOIS GAZAILLE
candidat à la maîtrise
histoire, UQAM

Le projet socialiste et son corollaire, l'internationalisme, ont fait surgir le pire comme le meilleur sur cette planète. Les décennies antérieures et postérieures à la Deuxième Guerre mondiale en offrent sans nul doute le meilleur aperçu, d'une part avec l'émergence d'une solidarité internationale avec l'Espagne républicaine, d'autre part avec l'indicible terreur — fondée ou fabriquée — suscitée par l'activisme communiste.

La propagande a gagné ses lettres de noblesse au cours de cette période, où fascistes, socialistes, libéraux anticommunistes y ont recouru sans vergogne. Pouvait-il en être autrement ? D'aucuns diraient que c'était de bonne guerre. Ian Parenteau ne le formule pas ainsi, mais il avance clairement que le Parti communiste du Canada a littéralement « construit » les motifs

d'engagement des volontaires canadiens antifranquistes. L'auteur de « The Anti-Fascism of the Canadian Volunteers in the Spanish Civil War, 1936-1938 », un mémoire de maîtrise déposé en septembre 1999 à l'Université du Nouveau-Brunswick, présume que le PCC avait la main haute sur le réseau d'appui à l'Espagne républicaine et, du coup, sur les mécanismes de propagande.

Comment le PCC en est-il arrivé là ? La montée du fascisme en Europe, l'apparition de groupes d'extrême droite au Canada n'inquiètent ni la population ni les pouvoirs publics. Et la polarisation politique a surtout profité à la gauche, note Parenteau. Certes, au Québec, Adrien Arcand a su faire parler de lui et un certain nationalisme catholique a flirté avec les idées de Mussolini, cependant que des membres des communautés allemandes et italiennes ont tenté de promouvoir ouvertement le nazisme et le fascisme au Canada. Mais le score de l'extrême droite s'est avéré nul en comparaison aux percées de la gauche. Le PCC comptait un peu moins de 16 000 membres en 1939, alors que le German Bund, la plus grosse organisation fasciste au Canada anglais, n'a jamais attiré plus 2 000 militants.

Lorsque la guerre éclate en Espagne, les intellectuels canadiens sont absents du débat ou à tout le moins fort discrets, comme le rappelle Parenteau¹. Les seuls penseurs susceptibles d'influencer la population canadienne sont américains, britanniques, français et leurs idées circulent parmi des réseaux confidentiels.

Selon Parenteau, les intellectuels européens, en quête de reconnaissance et d'une cause à défendre, se sont massivement rangés du côté républicain. En dépit de leur faible argumentaire, ils ont grandement contribué à l'effort de propagande. Au Canada, c'est tout le contraire qui s'est passé. Les intellectuels de gauche, absents des débats politiques dans les années 1930, ne se sont pas résolument prononcés pour l'Espagne républicaine. La revue *Canadian Forum* a au mieux dénoncé la politique de non-intervention mais sans appuyer l'un ou l'autre des camps. Il y a bien eu la Ligue de reconstruction sociale, mais elle n'a jamais rejoint le grand public. (p. 56) Et faute d'avoir construit un auditoire au cours des années précédant la guerre d'Espagne — comme l'ont fait les communistes — ils n'ont pu faire circuler leurs idées, si faibles fussent-elles. Et si d'aventure une position radicale était adoptée contre un camp ou l'autre, elle était généralement apolitique et sans utilité pour la propagande.

Parenteau indique qu'outre l'absence de la classe intellectuelle, la division de la gauche favorise également le PCC. L'autre grande formation d'inspiration socialiste, la Cooperative Commonwealth Federation (CCF), connaît pourtant plus de succès électoraux que le PCC. Fondée en 1932, elle récolte 8,9% des voix au scrutin de 1935 et remporte sept sièges au

Communes, alors que le PCC recueille moins de suffrages et ne fait élire aucun candidat. Or, la CCF tient un discours jugé plus conciliant face à l'establishment. Ainsi, elle adopte la même position neutre du gouvernement lors de l'éclatement de la guerre en Espagne et prêche le pacifisme de l'Internationale ouvrière socialiste. Il faudra l'entrée des Allemands en Pologne en septembre 1939 pour qu'elle remette en cause sa neutralité.

Le champ est donc libre pour le PCC. Il s'empresse de promouvoir au Canada l'union des forces progressistes au sein d'un Front populaire, une idée qui a connu un certain succès en Europe et soutenue par le Komintern qui s'est autoproclamé porte-étendard de l'antifascisme mondial. Le PCC multiplie entre 1935 et 1938 les efforts de rapprochement avec la CCF, mais en vain. Cependant, son alliance avec la Ligue canadienne contre la guerre et le fascisme (League Against War and Fascism, LAWF) assure sa visibilité et sa progression. Les efforts antifascistes étant monopolisés par le PCC, « there was little room for Republican supporters not to relate to the CPC. Most of the Canadian volunteers formed their judgement on Spain and its political history through the CPC press and campaigns ». De 1934 à 1936, le membership du PCC double, si bien que Parenteau conclut que « the success of the Canadian Communists to recruit many volunteers for Spain demonstrates that the new policy of the United Front was effective » (p. 31).

Or Parenteau omet de préciser qu'il ne s'agit manifestement pas d'une union de la gauche comparable à celles qu'on a vu naître en Espagne et en France. Là-bas, les partis, les associations ouvrières et les intellectuels se mobilisent ensemble contre le fascisme. Au Canada, il s'agit d'une coalition noyautée par une seule formation politique à laquelle se greffent des dissidents de la CCF et d'autres défenseurs de la démocratie. On est en droit de se demander combien de vrais communistes ont dû abjurer leur foi révolutionnaire pour être recrutés? Se pourrait-il que le rigoureux processus de sélection d'éléments non révolutionnaires, tel que préconisé par le Komintern, ait plutôt donné lieu au recrutement massif de crypto-socialistes et d'autres gauchistes ayant adhéré au PCC simplement pour jouer le jeu du « Front populaire »? Parenteau l'admet du bout des lèvres: « The primary reason why many joined the party was because it had clearly and strongly taken an anti-fascist direction in the summer of 1935. If the platform of the CPC had not taken an anti-Fascist direction in the mid-1930s, most of them would have refrained from joining the party » (p. 99). Toutefois, rien dans l'analyse de Parenteau n'indique que le PCC ait bénéficié de l'adhésion massive de transfuges socialistes.

Comme d'autres l'ont relevé avant lui, Parenteau souligne la forte présence de néo-Canadiens au sein des Brigades internationales, de même que leur adhésion naturelle aux mouvements de gauche.

Près du tiers des interbrigadistes étaient néo-canadiens ou fils d'immigrants. Extrait du Fonds du Bataillon Mackenzie-Papineau aux Archives nationales du Canada, un inventaire de 825 cartes d'identité — un échantillon plus que valable — démontre que 258 volontaires canadiens (31% des 825) étaient immigrants ou enfants d'immigrants, et que 83% d'entre eux (soit 25,7% des 825) étaient d'origine est-européenne ou scandinave. Cette forte proportion s'explique par le voisinage de leur pays d'origine et de l'URSS, estime Parenteau, ajoutant qu'ils étaient aussi les plus politisés des Canadiens. Les Finlandais et les Polonais comptaient respectivement pour 15,5% et 27,5% des interbrigadistes néo-canadiens.

La forte représentation de Canadiens d'origine finnoise s'explique par la solide organisation des syndicats de Port Arthur (aujourd'hui Thunder Bay). Le syndicat local des travailleurs portuaires comptait un fort membership et c'est à Port Arthur que l'on retrouvait la plus grande concentration de finno-canadiens de gauche. En dépit de sa taille modeste, cette ville du Nord-est ontarien a dépêché en Espagne autant de volontaires que Montréal, pourtant la ville la plus peuplée de l'époque !

Les Ukrainiens, dont la contribution fut plus modeste (6,6% des néo-Canadiens) étaient plus à gauche que la plupart des Canadiens et on estime qu'avec les Polonais et les Juifs, ils comptaient pour 80% à 90% des membres du Parti communiste du Canada.

Mais pour Parenteau, la seule origine ethnique ne saurait expliquer l'engagement idéologique de ces volontaires, laissant entendre que la propagande du PCC a eu plus d'incidence. « Being immigrants only facilitated the acceptance of the Communist ideal but is not the main reason why they became Communist card-holders or sympathisers. The Depression climate favoured Communist propaganda. With the Spanish rebellion, this propaganda was further accepted by a large audience that included immigrant Canadians » (p. 13). Il laisse pourtant entendre plus loin : « The past experiences of this group were very much different than those of the Canadian-born. It must have shaped their perception of the conflict in Spain differently, as their vision of the world was different » (p. 112).

L'auteur ne propose donc pas ici une réflexion nouvelle ni claire quant au lien entre la citoyenneté et la conscience politique dans le contexte de l'entre-deux-guerres ; il semble plutôt vouloir en minimiser la valeur justificative.

Comme on l'a mentionné plus haut, l'appel du PCC n'aurait jamais trouvé un tel écho n'eût été de la crise des années 1930. La désintégration de l'économie a en effet produit les circonstances nécessaires à la radicalisation des idées et au recrutement des brigadistes canadiens, avance Parenteau. « The Depression climate and an active CPC campaign explain the missing

link between pragmatic concerns of the volunteers and the idealism of the 1930s» (p. 121).

Des milliers de travailleurs se sont tournés vers des partis et des organisations remettant en cause l'ordre établi. C'est ainsi que le Parti communiste et la CCF ont vu gonfler leurs rangs durant les années 1930. «Parties of the left such as the CPC and the Cooperative Commonwealth Federation (CCF) demonstrated leadership in confronting the crisis of capitalism. In doing so, they gained wide support» (p. 21). Reprenant le commentaire de Norman Penner, Parenteau rappelle que le PCC «a permis aux mécontents de s'exprimer et a organisé des activités extraparlimentaires imaginatives, militantes et efficaces en rapport avec nombre d'enjeux de politiques intérieure et extérieure» (p. 23). Le PCC, dit-il, a constamment proposé des solutions à la crise, cependant que le gouvernement fédéral se contentait de créer des camps de travail, moins pour lutter contre le chômage que pour assurer la stabilité du pays. Le vaste auditoire politisé que constitue la main-d'œuvre des camps, regroupé au sein d'un syndicat mis sur pied par le PCC, a répondu généreusement à l'appel des Brigades internationales, même après le demi-échec de la Grande marche sur Ottawa (On-to-Ottawa-Trek), violemment réprimée à Regina.

La crise économique a non seulement fait reculer le niveau de vie des Canadiens, mais a suscité chez plusieurs d'entre eux le «besoin de croire en quelque chose» (p. 110). La lutte contre le fascisme espagnol est venue combler «un vide (qui) existait dans les années 1930», selon le mot d'Orwell (p.110). Elle cristallisait l'espoir, comme l'évoquait si bien un brigadiste : «I think that the terrible life of the Canadian unemployed during the depression of the thirties, the box cars, the flop houses, the demonstrations for relief, seeing the police clubbing men, women and even children unconscious on the city street for asking for food, the twenty-cent-a-day slave camps, the On-to-Ottawa-Trek, all of this had conditioned the men who volunteered to go to Spain to make the decision without much soul searching» (p. 102).

S'appuyant sur un échantillon de 366 volontaires nouvellement arrivés en Espagne, Parenteau nous apprend que 62% d'entre eux ont plus de 30 ans. Or l'enrôlement volontaire au sein d'une force de combat étant davantage l'apanage des jeunes générations, on peut présumer que la crise économique a provoqué une réelle émergence du radicalisme au Canada. Du coup, écrit Parenteau, «it is fair to assume that volunteering in Spain was highly affected by the communal generation experience of the Great Depression» (p. 92).

Les Canadiens ne savaient pas grand-chose de l'Espagne avant le soulèvement franquiste. C'est donc la couverture médiatique qui a d'abord contribué à façonner leurs perceptions du conflit. Les médias n'ont pratiquement

jamais fait preuve de neutralité et ont adopté le ton sans nuances des bel-ligérants désormais désignés comme « fascistes » ou « communistes ». Du reste, les républicains et les rebelles ont su utiliser l'art de la propagande et le contrôle de l'information pour influencer le travail des correspondants étrangers.

Citant l'excellente analyse de Mary Peck (*Red Moon Over Spain*) sur la couverture canadienne de la guerre d'Espagne, Parenteau réaffirme le clivage idéologique entre les deux solitudes : une presse québécoise francophone liguée contre la République espagnole, parce qu'anticommuniste et catholique, et une presse canadienne-anglaise divisée, bien que fortement influencée par le républicanisme manifeste des correspondants britanniques publiés dans leurs pages. En fait, « the sympathy of English-Canadians was generally based on the legitimacy of democratically elected governments » (p. 44).

Ces deux derniers commentaires laissent croire que le Canada anglais comptait sensiblement plus de sympathisants républicains que de partisans franquistes. On pourrait en déduire — mais Parenteau ne le fait pas — que la campagne de propagande du PCC n'aurait pas été aussi efficace sans le concours inespéré de la presse à grand tirage et l'attachement profond des citoyens aux principes démocratiques. Parenteau s'inspire plutôt d'une analyse de la couverture des événements par le quotidien communiste *The Daily Clarion*, ce que personne n'avait fait jusqu'ici. L'entreprise est louable, mais il est difficile de mesurer l'impact réel de cette publication : l'auteur omet d'en préciser le tirage et la zone de distribution. On ne peut dès lors en comparer l'influence à celles des autres grands journaux du pays, sans compter qu'il s'agit d'une publication unilingue, donc incapable de rejoindre la majorité des francophones.

Parenteau émet l'hypothèse qu'il aurait été plus normal que les volontaires justifient leur embarquement pour l'Espagne en disant « vouloir se battre pour la République » ou « vouloir se battre contre Franco » (p. 105), mais que le PCC a modifié leur lexique et leur perception du conflit. En clamant, à tort ou à raison, que Franco était fasciste parce qu'il s'était ligué avec des États fascistes, le Komintern a fini par en convaincre tous les partisans de la République. Ce sont d'abord les pro-républicains qui ont rangé Franco chez les fascistes, bien avant qu'il ne le fasse lui-même ouvertement en intégrant stratégiquement la Phalange espagnole à sa junte nationaliste. « Due to the politically polarised atmosphere of the 1930s and the abundant use of propaganda in describing the war, perception was more meaningful than reality » (p. 32).

Le *Daily Clarion*, organe du PCC, dénonçait les « conspirateurs fascistes » et saluait la résistance des « travailleurs qui défendaient la démocratie »

(p. 47). Il s'agissait en fait d'un lexique conforme à celui du Komintern et du Parti communiste espagnol. « This dichotomy was used throughout the war to describe the Spanish events and influenced the perception of the Canadian readers. It was significant in building the images and concepts that were used by the Canadians who volunteered, in describing and justifying their engagement in Spain » (p. 47). Le groupe *Les Amis du Bataillon Mackenzie-Papineau* usait du même langage dans leur campagne d'information, opposant fascisme et démocratie, tout comme l'ont fait plusieurs poètes canadiens, rappelle Parenteau. « The Spanish workers were therefore not defending the right of the proletariat or those of the Left but were safeguarding "Democracy", "Liberty" and "Freedom". The decision of the Canadians who volunteered for Spain was forged in such expression that were used by Communists and other pro-Republicans during the war » (p. 50).

Près de la moitié des 398 répondants à un questionnaire distribué en 1937 par la Commission historique des Brigades internationales ont, sous une forme ou une autre, clairement attribué leur engagement à leur désir de « détruire le fascisme » (p. 103). « Près de la moitié des volontaires canadiens établissaient aussi un lien entre le combat contre le fascisme et le combat pour la démocratie » (p. 103). Parenteau admet que certains ont pu répondre vouloir combattre le fascisme parce que, ignorant peut-être les subtilités d'une idéologie volatile — le communisme des années 1930 — cette réponse avait au moins le mérite d'exprimer un engagement profond envers le PCC.

Selon Parenteau, « les accents idéologiques du discours des volontaires canadiens induisent en erreur » (p. 96). « Only a small number of the Canadian volunteers were ideologically committed enough to defend Spanish Republicanism by joining the International Brigades » (p. 96). Or comment peut-il en arriver à cette conclusion, alors qu'il souligne d'une part la politisation marquée des néo-Canadiens et que d'autre part le questionnaire de la Commission révèle que 44% des interbrigadistes canadiens sont des communistes de longue date, donc idéologiquement bien préparés ?²

D'entrée de jeu, on constate avec Parenteau la pauvreté des témoignages personnels pouvant alimenter son analyse. Le pacte de non-agression entre Berlin et Moscou a, dit-il, sans doute forcé les volontaires canadiens, déjà mis au ban par l'État et la majorité de leurs concitoyens, à se replier sur eux-mêmes à leur retour au pays. « Little is known of the reaction of the veterans when the pact was signed. It would be conceivable to think that the sharp reversal of policy by Moscow must have fostered a feeling of isolation among the volunteers. This would have rendered the task of writing on the history of the Canadian veterans of the Spanish Civil War even more difficult » (Parenteau, p. 4). En outre, peu ont publié le récit de leur expérience.

Parenteau a cependant revisité les ouvrages les plus connus sur le Mac-Pap — ceux de Zuehlke, Howard/Reynolds, Beeching — sondé les archives de la GRC et exploré le Fonds du Bataillon Mackenzie-Papineau des Archives nationales du Canada pour jeter une nouvelle lumière sur cette période.

Le mémoire de Ian Parenteau démontre donc sans conteste l'emprise du Parti communiste du Canada sur l'organisation de l'aide à l'Espagne et le succès de sa campagne de recrutement pour les Brigades internationales. Le PCC a profité du vide laissé par la CCF et les intellectuels. Néanmoins, il laisse plusieurs questions en suspens — notamment celle du rapport entre les vrais communistes et les simples antifascistes au sein du contingent canadien — et le véritable impact de la propagande du PCC sur la perception futurs interbrigadistes.

DES CHRÉTIENS ET DES MAURES

La guerre d'Espagne a donné lieu à la plus paradoxale expérience de propagande, laquelle a du reste condamné à l'oubli 800 interbrigadistes. « On a occulté volontairement ou non la participation des Maghrébins, des Arabes, des Berbères et Moyen-Orientaux à la guerre d'Espagne dans le rang des Brigades internationales. Les tentatives qui sont faites ici ou là par des cinéastes, par des écrivains, par des historiens, de mettre à jour et de rendre justice à la participation de ces hommes à la guerre d'Espagne sont restées vaines jusqu'à ce jour ».

Ce commentaire du cinéaste Hamid Bousmah est extrait *Des Brigades internationales aux sans-papiers*, un ouvrage sorti discrètement à l'automne 2002 et qui reprend les actes des Rencontres internationales Henri Curiel, tenues en 1998 à Gennevilliers. Si l'ensemble de l'ouvrage mérite une lecture attentive, le premier chapitre est instructif en ce qu'il jette un éclairage nouveau sur un internationalisme musulman méconnu et souligne le difficile combat de mémoire en faveur des volontaires arabes.

Au terme d'une communication livrée dans un colloque en 1987 en Espagne, rapporte l'historien Abdelatif Ben Salem, « j'ai été surpris par la réaction d'un soldat républicain qui laissa entendre en guise de réponse que, de toute manière, même s'il y avait eu 3 000 ou 4 000 interbrigadistes arabes, cela n'aurait pas changé grand-chose au cours de la guerre, car le mal était fait, et de s'étendre ensuite sur la cruauté des mercenaires marocains. Le même jour, l'ambassadeur d'Israël, qui venait tout juste d'être nommé à Madrid, s'est fendu d'un communiqué, lu au journal du soir, prétendant que mon intervention à cette rencontre relevait bien plus de l'affabulation que de la vérité historique et que j'aurais mieux fait de parler des Juifs qui ont sacrifié leur vie pour la cause de la liberté en Espagne » (p. 39).

Les musulmans qui ont pris le chemin de l'Espagne voulaient justement corriger la perception occidentale — et surtout espagnole — de l'Arabe. Pour eux, la présence des Maures aux côtés de Franco était un « détournement d'Islam ».

L'antifascisme se combinait au nationalisme arabe, rapporte Hamid Bousmah. Parmi les tirailleurs algériens et tunisiens qui ont déserté l'armée coloniale pendant la guerre du Rif, plusieurs se sont enrôlés dans les Brigades. « Dans les régions d'Oran et d'Alger s'est forgée, à la veille de la guerre d'Espagne, une solidarité entre les Algériens d'origine musulmane et les Algériens d'origine espagnole et française » (p. 37).

Mais la propagande des deux camps espagnols a sérieusement nui à l'entreprise des volontaires arabes. « Il faut, reprend Ben Salem, évoquer cette image d'Épinal construite autour du soldat marocain, "engagé" dans les rangs franquistes : fourbe, cruel et assoiffé de sang, à la diffusion de laquelle excella le service de propagande de la République, mais aussi d'une manière plus insidieuse, les franquistes qui s'en emparèrent pour répandre la terreur en tant qu'arme de guerre » (p. 39).

En fait, observe-t-il, le gouvernement espagnol n'a fait que perpétuer une politique aux relents colonialistes. « Le Maure est devenu un bouc émissaire chargé d'échecs et de périls pour la République, une sorte d'abcès de fixation pour détourner l'opinion de l'erreur originelle qui a consisté en la négation des droits du peuple marocain de disposer de son destin, ainsi que le rejet d'une éventuelle alliance entre le gouvernement républicain et Mohamed Ben Abdelkrim Al-Khatabi » (p. 39).

L'intégration forcée de Marocains au sein des troupes de Franco « éclipsa la présence des interbrigadistes arabes et rendit leur contribution à ce combat exemplaire presque nulle. Curieusement, il n'en était pas de même pour les volontaires italiens ou allemands » (p. 40). Et, note avec justesse l'historien, « l'ingérence de l'Allemagne hitlérienne et de l'Italie mussolinienne dans le conflit espagnol (...) n'a fait que rendre encore plus emblématique le rôle des volontaires de ces deux pays respectifs » (p. 40).

D'autres circonstances expliquent leur marginalisation dans l'historiographie de la guerre civile espagnole. Provenant de presque tous les pays arabes, ils n'ont pas su se regrouper sur une base ethnique ou linguistique et, du coup « contrebalancer l'engagement massif de Régulares marocains dans le camp nationaliste » (p. 42). Et puis les responsables communistes espagnols et soviétiques n'ont pas laissé le champ libre aux Marocains venus faire du travail de sape psychologique auprès des Maures de Franco, remettant constamment en question leur travail et... leur statut d'Arabe. Enfin, ils n'avaient pas, aux yeux des volontaires européens, de véritables « nationalités » puisqu'ils venaient de colonies ou de protectorats.

Mais, se console Hamid Bousmah, « la réalité montre que la plupart des hommes d'origine maghrébine, arabe ou berbère qui ont participé au sein des Brigades internationales, ont eu incontestablement un parcours militant en termes de conscience et de solidarité internationalistes » (p. 36).

LA PEUR DU COMMUNISME AU CANADA

Au jeu de la propagande, le Canada n'a pas fait exception, qui a pratiquement provoqué une psychose collective pour mettre un terme aux activités d'une poignée de militants communistes peu menaçants. Dans « La Peur du communisme au Canada, 1945-1957 », David MacKenzie rappelle cette époque peu glorieuse où le pays tout entier ne savait plus où donner de la tête durant les premières années de la Guerre froide. Selon l'historien torontois d'origine montréalaise, la peur du communisme proprement dite ne se traduisait « pas tant par une série d'événements ou une ligne de conduite intentionnelle mais par une réaction désordonnée et vaguement affolée du gouvernement et des citoyens canadiens » (p. 1).

La crise commence en septembre 1945 avec la défection d'un diplomate soviétique, Igor Gouzenko, qui remet à la GRC une mallette incriminant des citoyens canadiens au cœur d'un vaste réseau d'espionnage au profit de l'URSS. La police fédérale, qui surveille depuis 1917 les activités communistes au pays, est dotée de pouvoirs étendus et entreprend une lutte sans merci aux espions, réels ou imaginaires. La psychose culminera avec le suicide du haut fonctionnaire Herbert Norman, que la GRC associe à l'affaire Gouzenko.

Une commission d'enquête parlementaire, présidée par les juges Roy Kellock et Robert Taschereau, est chargée de faire la lumière sur l'affaire Gouzenko. Elle peut convoquer, détenir et interroger des citoyens sans les inculper, et les châtier s'ils ne se montrent pas coopératifs. « D'un seul geste, écrit MacKenzie, l'État canadien balaie les libertés civiles de tous les citoyens sur qui pèsent des soupçons » (p. 6). Au terme de ses travaux en 1946, onze personnes sont condamnées à la prison, dont le député communiste Fred Rose. Dans leur rapport, les commissaires recommandent au gouvernement « de prendre des mesures plus énergiques pour combattre l'espionnage et la subversion interne ». (p 7). Quant aux suspects relâchés faute de preuves, « il n'ont aucun recours pour dissiper les soupçons. Le simple fait d'avoir été désignés par la commission laisse planer sur eux un nuage de suspicion qui subsistera de nombreuses années » (p. 8). Entre-temps, le premier ministre MacKenzie King crée le Conseil de sécurité, un organisme interministériel qui lui permettra de superviser lui-même la chasse aux communistes au sein de la fonction publique. « Ce sont le gouvernement et

la GRC qui détermineront qui est loyal et qui constitue un risque », note l'historien (p. 11).

Or la distinction entre l'espionnage et la dissension légitime devient incertaine. « La GRC présume que quiconque souscrit aux vues communistes est partisan de l'URSS et, par conséquent, de devenir un agent soviétique » (p. 12). Et tous les gauchistes sont mis dans le même panier, des plus radicaux aux progressistes modérés.

Certains comportements ou détails de la vie privée éveillent les soupçons : antécédents judiciaires, alcoolisme, enfant illégitime, sont autant d'éléments pouvant attirer quelque maître-chanteur à la solde de Moscou. Mais c'est sans doute l'homosexualité qui inquiète le plus la GRC pour qui « tout homosexuel est une victime potentielle du chantage soviétique » (p. 12). Voilà donc l'argument idéal pour une purge homosexuelle au sein de la fonction publique. Et c'est exactement ce que fera la GRC pendant des années. MacKenzie souligne, à juste titre, que ce sont plutôt l'hostilité populaire et une législation intolérante qui ont permis de telles agissements.

Au début des années 1950, tout est surveillé, dit Mackenzie : de Radio-Canada aux amicales, en passant par les syndicats et les universités. « Pour l'homme de la rue, cette surveillance de la GRC fait de l'affiliation à presque n'importe quel groupe progressiste ou de gauche, ou de la participation à n'importe quel événement susceptible de passer pour anticonformisme, une entreprise risquée » (p. 17).

L'Office national du film n'y coupera pas, d'autant plus que son grand patron John Grierson, pourtant responsable de la propagande cinématographique pendant la guerre, a comparu devant la commission Kellock-Taschereau. Son crime : son nom figurait dans les documents de Gouzenko. On a rien trouvé contre Grierson, mais c'est assez pour qu'on le soupçonne d'avoir fait de l'ONF une planque de communistes... à la grande joie de producteurs privés qui veulent la peau de l'agence fédérale. Dès lors, à l'ONF « ceux qui ont des opinions, une tenue ou un mode de vie inusités sont assez nombreux pour éveiller des soupçons même chez le chasseur d'espions ou de sorcières anticomunistes le plus timide » (p. 14).

Par ailleurs, « pratiquement tous les partis politiques épousent la cause anticomuniste et, ironiquement, ce sont des partis de gauche, tels la CCF, qui se montrent les plus acharnés dans la lutte » (p. 17). On serait tenté de croire que c'est justement pour éviter de faire les frais de la chasse aux sorcières que les sociaux-démocrates ont agi de la sorte.

MacKenzie dresse une comparaison fort éclairante du sort réservé à leurs citoyens communistes par les gouvernements américains et canadiens. Et les moins chanceux ne sont peut-être pas ceux qu'on pense. « Aux États-Unis, les accusations se firent plus ouvertement, de sorte que les personnes estimées

comme constituant un risque pour la sécurité avaient plus de chances d'affronter leurs accusateurs. Au Canada, il arrivait à ces gens de ne jamais apprendre la véritable raison pour laquelle leur poste leur avait été retiré. Et grâce à Hollywood et à la télévision, la peur du communisme américaine s'insère bien plus visiblement dans la réalité historique des États-Unis, et un grand nombre de personnes accusées à tort ont vu leur innocence reconnue depuis » (p. 26).

L'auteur a beau ne pas voir une « ligne de conduite intentionnelle » dans la répression des activités communistes du Canada, on peut tout de même déceler un fil conducteur parmi tous les événements qu'il rapporte : la chasse aux communistes s'est principalement faite au détriment de groupes sociaux déjà marginalisés ou faisant l'objet de critiques. « N'étaient-ce pas là, après tout, les tactiques employées par l'Union soviétique ? La menace pour le Canada était-elle si grande qu'elle exigeât du gouvernement qu'il adopte — au nom de la liberté — quelques-unes des méthodes employées par ceux-là mêmes auxquels il s'opposait ? » (p. 26).

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Le travail de Parenteau vise notamment à rectifier les faits avancés dans un autre mémoire, celui de Lobigs qui néglige de préciser la faible contribution des intellectuels canadiens au débat : « He claims that support for the battalion was "largely due to increasing militancy in the Canadian public in response to Nazi and fascist aggression in Europe" » (Parenteau, p. 12).

2. En tout, 63% des brigadistes canadiens étaient communistes, mais 18,8% n'ont adhéré au PCC que pendant le conflit.